

# PINAY n'étranglra pas la révolution nord-africaine

Un an nous sépare du déclenchement de l'insurrection algérienne. Tour à tour, les questions tunisiennes et marocaines ont pu occuper la vedette dans les grands quotidiens. Sans vouloir amoindrir l'acuité de ces problèmes, un examen tant soit peu sérieux de la révolution nord-africaine fait apparaître que la partie décisive se joue en Algérie.

Par sa position de pivot stratégique comme par sa structure sociale et le caractère spécifiquement prolétarien de son mouvement national, l'Algérie commande la cristallisation des énergies révolutionnaires du Maghreb en même temps que l'unification nord-africaine, conditions nécessaires d'une indépendance véritable.

L'insurrection algérienne a hâté et rendu plus impérieuse pour l'impérialisme français, la conclusion des conventions tunisiennes. Elle a précipité aussi la recherche d'une solution au Maroc. Elle a, enfin, renforcé les courants d'opposition au compromis, à l'intérieur du mouvement nationaliste tunisien et donné une impulsion décisive à la résistance populaire marocaine qui s'est développée en marge des éléments bourgeois du parti Istiqlal. L'unification du Maghreb a fait un premier pas vers la coordination des forces révolutionnaires des trois pays et notamment, par la création de l'armée de libération du Maghreb. C'est l'ébauche d'une véritable perspective révolutionnaire qui balaie toutes les fausses solutions et les compromis mal taillés. Si les directions des grands partis ouvriers, qui auraient dû saluer ce développement pour être fidèles à leurs doctrines socialistes, ont feint de l'ignorer, les impérialistes saisis de frayeur ne s'y sont pas trompés.

La crainte de l'unification du Maghreb inspire les initiatives tactiques des impérialistes. Elle explique en particulier la précipitation des événements au Maroc. La nouvelle guerre du Rif a plus fait que toutes les tractations diplomatiques pour hâter la solution de la question dynastique.

L'inter-réaction des problèmes très semblables de la Tunisie et du Maroc est particulièrement directe. Le régime très précaire instauré en Tunisie par les accords d'« autonomie interne » perdrait ses moindres chances de stabilité devant la prolongation et l'intensification des combats au Maroc. Du même coup se profile cette généralisation de la guerre dans tout le Maghreb qui nécessiterait pour le moins une mobilisation générale en France et qui sonnerait de toute façon le glas de la domination impérialiste.

Les courageuses manifestations des « disponibles » de la gare de Lyon, de Rouen ou d'ailleurs ont sauvé, en dépit de la carence des grandes organisations ouvrières, l'honneur du prolétariat français. Elles ont fait rentrer dans les tiroirs les projets ministériels d'appel de nouvelles classes et ont réduit en miettes par la même occasion les vastes plans de reconquête de l'Afrique du Nord des généraux.

## CE QUE L'ON ATTEND DU SULTAN

L'appel à la rescousse du Sultan exilé Mohammed Ben Youssef s'imposait pour conjurer la catastrophe. S'il peut être sauvé quelque chose, ce n'est qu'avec l'aide du Sultan. C'est l'ultime manœuvre de l'impérialisme français. Une manœuvre à double tranchant du reste, car l'impérialisme y laisse une grande part de son prestige et de son pouvoir d'initiative.

Même si le retournement sensationnel des Glaoui et Cie, a pu être suscité par l'impérialisme, ce qui n'est pas exclu si l'on considère le retournement express des hystériques de « présence française » et de l'administration jusqu'aboutiste, ces grands féodaux sauront désormais qu'ils n'ont plus rien à attendre du côté français, que la « collaboration » n'est plus payante, du moins avec la France.

Le Sultan qui revient en sauveur devient l'arbitre de la situation et acquiert une autorité considérable pour un temps qui ne sera pas forcément très long. Il sera ballotté entre

des exigences trop contradictoires. L'union sacrée sera sans doute éphémère. Les masses marocaines ont pris conscience de leurs forces et une avant-garde prolétarienne s'est formée au travers de la lutte. Le désarmement et la dissolution des maquis du Rif soulèvera de toutes autres difficultés qu'en Tunisie.

La compétition pour le pouvoir risque d'être assez sévère entre les diverses couches de la bourgeoisie marocaine et les féodaux. Le parti Istiqlal qui se trouve le plus proche des masses et à qui revient la principale besogne dans le contrôle et le freinage des mouvements populaires se trouve pour l'instant placé en porte-à-faux. Les gigantesques manifestations de masses à Casablanca et dans les principales villes du Maroc acclament pour l'instant indistinctement le Sultan, l'indépendance, Abd-el-Krim et l'armée de libération du Maghreb.

## « LE MOINDRE MAL »

Pinay menant les affaires du Maroc, c'est tout un programme.

Voilà à quel beau résultat aboutit le sinistre vote d'union sacrée des députés socialistes et communistes sur la question marocaine.

Car nul n'osera prétendre que Pinay-le-Vichyssois s'est découvert soudainement une âme d'anti-colonialiste et s'appête à rendre justice au peuple marocain. Il entend très exactement utiliser le Sultan en vue de mettre en œuvre une stratégie contre-révolutionnaire plus efficace visant à contenir durablement la volonté d'émancipation du peuple marocain. Au delà de cet objectif premier, il agit de voler au secours de Bourguiba et d'isoler enfin le front de l'Algérie sur lequel l'impérialisme pourrait concentrer toute sa puissance militaire.

Pourquoi Pinay se gênerait-il, puisque les partis ouvriers lui ont donné carte blanche de mener les affaires à sa guise. Les progrès extraordinaires de la révolution nord-africaine ont déclenché chez les grands partis ouvriers une sollicitude réellement émouvante pour un régime plus pourri, plus corrompu et plus discrédité que jamais.

Loin d'aler au-devant de la révolution nord-africaine, de lui tendre loyalement et fraternellement la main, de concourir à la victoire de sa juste cause dans les meilleurs délais, les partis ouvriers serrent les rangs autour de l'impérialisme. Il importe, paraît-il, de ne pas pratiquer la politique du pire. C'est en fonction de ce postulat que l'on applique la politique du moindre mal qui consiste à s'en remettre à Pinay pour faire échec aux colonialistes. Ce souci d'épauler la bourgeoisie chancelante incita par la suite les députés « progressistes » de Chambrun et Cot et d'autres apôtres de la « nouvelle gauche » à la André Denis et Vallon à s'abstenir dans le vote de confiance sur l'Algérie.

La politique du pire, en l'occurrence, si l'on comprend bien, c'est d'intensifier la lutte des classes afin de balayer le gouvernement de la guerre colonialiste et de hâter la déroute de l'impérialisme.

## LA CAUSE JUSTE DOIT TRIOMPHER

Il est évident en tous cas que la politique dite de négociation — négociations menées constamment par les porte-paroles du colonialisme — rejoint et appuie les objectifs de la bourgeoisie : conclure un pacte avec la bourgeoisie tunisienne et marocaine pour une exploitation commune des masses opprimées et briser ainsi le front unique anti-impérialiste maghrébin.

La presse ouvrière se désintéresse totalement de la maturation révolutionnaire des larges masses nord-africaines qui a été le phénomène déterminant au Maghreb au cours de l'année écoulée. Elle s'évertue, au contraire, à dépeupler les événements de leur caractère de classe afin de masquer ce fait incontestable : qu'il ne peut y avoir de solution au problème nord-africain en laissant l'initiative à la bourgeoisie.

L'intérêt des masses populaires nord-africaines se confond avec celui du prolétariat français. L'alliance de ces deux forces est nécessaire pour mettre fin au carnage et ouvrir l'ère d'une émancipation véritable.

P. GODFRAIN.

## D'UNE LETTRE D'ALGÉRIE

...Il importe de savoir que les écoles servent de cantonnement aux C.R.S. et aux légionnaires, les maisons forestières sont des postes d'observation ni plus ni moins, les fermes détruites appartiennent à des gros colons qui animent les groupes de vigiles tristement célèbres dans la répression des populations civiles musulmanes.

Dans l'ensemble du territoire la lutte s'intensifie, l'exécution des indicateurs et agents spéciaux a complètement désorganisé les services de renseignements. C'est ainsi qu'à Philippeville (il n'est pas inutile de revenir sur l'attaque du 20 août dernier) les combattants de l'armée de libération, bénéficiant de l'effet de surprise, ont occupé la ville et l'aérodrome pendant cinq heures, au cours desquelles ils ont détruit tous les objectifs assignés. Ils ont tué de nombreux militaires et policiers, après s'être emparés de toutes les armes contenues dans les casernes et entrepôts militaires. Le service d'ordre répressif a été complètement jugulé, nombreuses ont été ses patrouilles qui se sont réfugiées dans les caves des demeures européennes. Ce qui explique les mutations survenues après les faits. Les patriotes se sont enfin retirés sans aucune perte et sans s'être attaqués, à aucun moment, à des femmes, des enfants ou des invalides.

En revanche, après leur départ, les forces françaises de répression se sont ressaisies et renforcées pour se livrer à une des répressions les plus atroces : 8.000 Algériens, vieillards,

femmes et enfants compris, ont été massacrés à Philippeville, 7.500 à Ain-Abid.

Tout dernièrement encore, la légion étrangère ayant perdu lors de l'engagement de Khenchela 57 hommes, sans compter les blessés, s'est lâchement vengée en anéantissant de nombreuses mechtas sur son itinéraire de retraite.

Les renforts demandés par Bourges-Maunoury ne serviront à rien car il faudrait exterminer tout un peuple qui lutte avec ses frères Tunisiens et Marocains pour la liberté et la dignité.

Il faut, avant qu'il ne soit trop tard, que le peuple français se ressaisisse s'il ne veut perdre la confiance et l'amitié du peuple algérien.

## DECLARATION DU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Dans un tract diffusé en Algérie par le Front de Libération Nationale, sous le titre : « Les saboteurs de notre lutte », on lit : « Messali et sa bande se sont faits rédiger... par des trotskystes des lettres de menaces au nom de l'Armée de Libération Nationale et les ont adressées aux commerçants d'Alger ».

Le S.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale déclare que le P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui édite « la Vérité des Travailleurs », 64, rue Richelieu, Paris, ne peut être accusé de servir d'instrument d'aucune fraction du mouvement de libération algérien. Il ne s'immisce pas dans les affaires intérieures du mouvement algérien, son rôle étant d'accorder sa solidarité complète à tous les Algériens en lutte contre l'impérialisme français.

Le S.I. déclare que le groupe Lambert, éditant en France « la Vérité », 46, rue de l'Arbre-Sec, a rompu depuis 1952 avec la IV<sup>e</sup> Internationale, et celle-ci n'assume aucune responsabilité pour la politique ou les activités de ce groupe sur un plan quelconque. Octobre 1955.